



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

UN-EN-743

NOV 7 1988

A/43/743
25 octobre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

Quarante-troisième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Droits de l'homme et exodes massifs

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 7	2
II. RECOMMANDATIONS DU GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX SUR LA COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'EVITER DE NOUVEAUX COURANTS DE REFUGIES	8 - 9	3
III. MESURES PRISES PAR LE SECRETAIRE GENERAL	10 - 15	6
IV. VUES ET RENSEIGNEMENTS RECUS DES GOUVERNEMENTS	16 - 17	7

I. INTRODUCTION

1. La question des droits de l'homme et des exodes massifs préoccupe la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale, respectivement depuis 1979 et 1980 (voir les résolutions 35/196 du 15 décembre 1980, 36/148 du 16 décembre 1981, 37/186 du 17 décembre 1982, 38/103 du 16 décembre 1983, 39/117 du 14 décembre 1984, 40/149 du 13 décembre 1985, 40/166 du 16 décembre 1985, 41/70 du 3 décembre 1986, 41/148 du 4 décembre 1986 et 42/144 du 7 décembre 1987 de l'Assemblée générale et les résolutions 30 (XXXVI) du 11 mars 1980, 29 (XXXVII) du 11 mars 1981, 1982/32 du 11 mars 1982, 1983/35 du 8 mars 1983, 1984/49 du 14 mars 1984, 1985/40 du 13 mars 1985, 1986/45 du 12 mars 1986, 1987/56 du 11 mars 1987 et 1988/70 du 10 mars 1988 de la Commission des droits de l'homme). Lors de l'examen de la question et dans les résolutions pertinentes adoptées chaque année, tant l'Assemblée générale que la Commission se sont déclarées préoccupées par l'ampleur des exodes de réfugiés et des déplacements de populations dans de nombreuses régions du monde et par les souffrances qui en résultaient. Elles ont également souligné que les violations des droits de l'homme étaient l'une des causes fréquentes des exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées.

2. Depuis 1981, l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme ont été saisies d'un certain nombre de rapports établis par le Secrétaire général, un rapporteur spécial et un groupe de travail ad hoc en vertu de leurs résolutions. A sa trente-septième session, en 1981, la Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1440) présenté en vertu du paragraphe 5 de la résolution 30 (XXXVI) de la Commission.

3. En 1981, la Commission des droits de l'homme a décidé, par sa résolution 29 (XXXVII), de nommer pour une période d'un an un rapporteur spécial chargé d'étudier la question des droits de l'homme et des exodes massifs et a prié le Rapporteur spécial de présenter son étude à la Commission à sa trente-huitième session.

4. En 1981, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 36/148, de créer un groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés. Le rapport final du Groupe (A/41/324, annexe) a été présenté à l'Assemblée générale, à sa quarante et unième session, en 1986.

5. En 1982, la Commission était saisie d'une étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs préparée par le Rapporteur spécial (E/CN.4/1503). Le chapitre II de l'étude traite des rapports existant entre les exodes massifs et les violations des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a notamment prévu au nombre des recommandations formulées à la fin de l'étude la mise au point d'un système d'alerte rapide fondé sur le rassemblement impartial des informations et des données concernant des situations potentielles d'exode massif, permettant de faire rapidement rapport au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux organes intergouvernementaux compétents aux fins d'action rapide, si besoin est.

6. En 1983, l'Assemblée générale était saisie d'un rapport du Secrétaire général (A/38/538), en vertu du paragraphe 5 de la résolution 37/186 concernant les droits de l'homme et les exodes massifs. Le rapport contenait essentiellement les

observations formulées par les gouvernements, les organismes des Nations Unies ou les départements de l'ONU, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales au sujet des recommandations énoncées dans l'étude du Rapporteur spécial.

7. En 1987, l'Assemblée générale, par sa résolution 42/144, a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport, lors de sa quarante-troisième session, sur tout fait nouveau concernant les recommandations formulées dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés. A sa quarante-quatrième session, la Commission des droits de l'homme, par sa résolution 1988/70, "a prié à nouveau le Secrétaire général d'informer l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, des mesures prises pour appliquer les recommandations présentées au paragraphe 70 du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés (A/41/324, annexe)". Conformément aux paragraphes 6 et 5 respectivement des résolutions susmentionnées, le Secrétaire général présente ci-joint un rapport à l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, sur les faits nouveaux et sur les mesures prises pour appliquer les recommandations susmentionnées.

II. RECOMMANDATIONS DU GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX SUR LA COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'EVITER DE NOUVEAUX COURANTS DE REFUGIES

8. En 1981, l'Assemblée générale, par sa résolution 36/148, a décidé de créer un groupe d'experts gouvernementaux composé de 17 membres (composition qui, conformément à la résolution 37/121, a par la suite été portée à 24 membres, un siège supplémentaire étant occupé par rotation par un représentant des régions de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie) et l'a prié d'entreprendre dès que possible, à la lumière des instruments, des normes et des principes internationaux pertinents en vigueur afin d'améliorer la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants massifs de réfugiés, une étude complète sur tous les aspects du problème visant à élaborer des recommandations concernant des moyens appropriés de coopération internationale dans ce domaine, en tenant dûment compte du principe de la non-intervention dans les affaires intérieures d'Etats souverains. En décidant de créer le groupe d'experts, l'Assemblée générale s'est déclarée gravement préoccupée par les courants massifs continus de réfugiés dans de nombreuses régions du monde et par les souffrances de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuyaient leur patrie ou en étaient expulsés par la force.

9. Le Groupe a présenté un rapport (A/40/385, annexe), à l'Assemblée générale, à sa quarantième session. Le rapport final du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés (A/41/324, annexe), a été transmis à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session. Le rapport contenait les recommandations ci-après :

"66. En vue d'éviter de nouveaux courants massifs de réfugiés, l'Assemblée générale devrait demander aux Etats Membres de respecter en particulier les obligations suivantes :

a) Les Etats devraient respecter les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, en particulier, s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies et, conformément à la Charte, d'intervenir dans des affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un autre Etat, étant donné que la violation de ces principes favorise tout particulièrement l'apparition de nouveaux courants massifs de réfugiés;

b) Les Etats devraient, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, résoudre leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger, et améliorer ainsi les situations qui recèlent des risques d'apparition de futurs courants de réfugiés;

c) Compte tenu des responsabilités que leur impose la Charte des Nations Unies et en accord avec les obligations qui leur incombent en vertu des instruments internationaux existant dans le domaine des droits de l'homme, les Etats, dans l'exercice de leur souveraineté, devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés. Les Etats devraient donc s'abstenir de créer ou de renforcer par leurs politiques les causes et facteurs qui engendrent généralement des courants massifs de réfugiés;

d) Les Etats devraient promouvoir les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et, en conséquence, s'abstenir de les dénier à certains groupes de population ou de pratiquer la discrimination à leur égard en raison de leur nationalité, origine ethnique, race, religion ou langue, les obligeant ainsi, directement ou indirectement, à quitter leur pays;

e) Les Etats devraient coopérer les uns avec les autres afin d'éviter à l'avenir des courants massifs de réfugiés. Ils devraient favoriser la coopération internationale sous toutes ses formes, en particulier aux niveaux régional et sous-régional, ce qui serait un moyen approprié et important de les éviter;

f) Les Etats devraient, chaque fois qu'il se produit de nouveaux courants massifs de réfugiés, respecter les normes et principes généralement reconnus du droit international régissant les droits et obligations des Etats et des réfugiés directement intéressés, y compris ceux qui concernent le droit qu'ont les réfugiés à bénéficier de facilités pour rentrer volontairement et en sécurité à leur domicile dans leur patrie et, pour ceux qui ne souhaitent pas rentrer, le droit de recevoir le cas échéant l'indemnité compensatoire appropriée en provenance de celle-ci;

g) Les Etats devraient être tenus, individuellement et collectivement, d'édicter des dispositions et de prendre les mesures appropriées en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés qui peuvent faire suite à des catastrophes, cela, le cas échéant, avec l'appui des organisations internationales compétentes. En cas de catastrophes naturelles ou d'événements analogues, les Etats devraient, dans toute la mesure de leurs moyens, aider les Etats intéressés de manière à remédier à la situation, et aussi à éviter de nouveaux courants massifs de réfugiés.

67. Compte tenu de ce qui précède, l'Assemblée générale devrait demander aux Etats Membres de coopérer plus pleinement et plus tôt entre eux ainsi qu'avec le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le Secrétariat et les autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies pour prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et s'adresser à ces organes le plus tôt possible lorsque apparaissent de telles situations.

68. Les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies sont instamment priés d'utiliser plus pleinement les moyens que leur confère la Charte pour prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés, en vue d'examiner le plus tôt possible les situations et les problèmes qui pourraient susciter des courants massifs de réfugiés.

69. En outre, l'Assemblée générale devrait envisager d'engager les Etats Membres à appliquer scrupuleusement les décisions du Conseil de sécurité et à respecter les décisions et recommandations de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et d'autres organes en ce qui concerne la prévention de courants massifs de réfugiés.

70. Pour améliorer la coopération internationale en vue de prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés, l'Assemblée générale devrait encourager le Secrétaire général à utiliser pleinement les moyens à sa disposition. A cette fin, conformément à la Charte des Nations Unies et dans le cadre des mandats des organes compétents de l'ONU, il devrait en particulier :

a) Accorder une attention constante à la question de la prévention de nouveaux courants massifs de réfugiés;

b) Veiller à ce que le Secrétariat reçoive à temps des informations plus complètes sur la question;

c) Améliorer la coordination au sein du Secrétariat, de façon à analyser les informations et à obtenir ainsi une évaluation rapide des situations risquant de provoquer de nouveaux courants massifs de réfugiés, et de communiquer les informations nécessaires aux organes de l'ONU compétents en consultation avec les Etats directement intéressés;

d) Contribuer à améliorer, au sein du Secrétariat, la coordination des efforts des organes et des institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi que des Etats Membres intéressés, en vue d'une action plus efficace et menée en temps utile;

e) Envisager de prendre les mesures nécessaires aux fins énoncées dans le présent paragraphe.

71. Dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié dans le domaine de la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants massifs de réfugiés, le Secrétaire général devrait agir dans les limites des ressources dont dispose le Secrétariat. Ce faisant, il devrait tenir compte des efforts en cours pour améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies et, sans préjudice de ses compétences et fonctions administratives, s'abstenir de créer à cette fin des divisions ou des postes nouveaux.

72. Lorsqu'ils sélectionnent des projets, les organismes d'aide économique et autres organismes des Nations Unies intéressés devraient envisager, en consultation avec les Etats directement concernés, de privilégier les projets qui contribueraient directement ou indirectement à éviter de nouveaux courants massifs de réfugiés résultant de l'impact de facteurs sociaux et économiques ou de causes naturelles dans une région donnée.

III. MESURES PRISES PAR LE SECRETAIRE GENERAL

10. Compte tenu des demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions sur les droits de l'homme et les exodes massifs et des recommandations figurant au paragraphe 70 du rapport susmentionné, le Secrétaire général a, le 1er mars 1987, créé le Bureau de la recherche et de la collecte d'informations en tant qu'élément du système d'alerte rapide; ce bureau est notamment chargé de fournir des informations permettant d'évaluer rapidement les situations évolutives qui exigent l'attention du Secrétaire général et de suivre les événements susceptibles de donner naissance à des courants de réfugiés et à des problèmes urgents du même ordre.

11. Dans l'accomplissement de sa tâche, le Bureau s'efforce de recueillir des informations fournies par les médias, les centres d'information des Nations Unies et les organismes du système des Nations Unies qui puissent aider le Secrétaire général à porter les événements susceptibles de provoquer de nouveaux courants de réfugiés à l'attention des gouvernements intéressés, des organes pertinents de l'ONU et, le cas échéant, des organismes humanitaires internationaux qui pourraient être en mesure de fournir une aide. Après avoir examiné ces informations et pris contact avec les gouvernements et les organismes humanitaires internationaux, le Secrétaire général décide des moyens les plus appropriés de faire face aux situations qui lui ont été signalées.

12. Afin d'être mieux en mesure de fournir ces services au Secrétaire général, le Bureau a participé aux efforts intensifs déployés actuellement pour recenser les activités ayant trait aux réfugiés ainsi que les systèmes de données et les circuits de communication existant au sein du système des Nations Unies de manière à pouvoir faire appel à une base de données dûment coordonnée en intégrant le large éventail d'activités multilatérales intéressant ce domaine. Il va sans dire que pour une question aussi délicate que celle confiée au Bureau, la coordination et la synthèse des informations recueillies nécessitent une analyse très rigoureuse.

13. En outre, le Bureau a tenté de dresser l'inventaire des organisations non gouvernementales et des services se trouvant sur le terrain dans la mesure où ils pourraient contribuer à suivre les mouvements de réfugiés. Il existe une multitude d'organisations non gouvernementales à vocation humanitaire qui préfèrent souvent s'acquitter de leur tâche en évitant autant que possible toute connotation politique et pour lesquelles l'idée d'un lien aussi ténu soit-il avec le système des Nations Unies, est de prime abord peu souhaitable. Les conclusions des recherches menées sur le travail accompli par ces organisations non gouvernementales et sur les moyens d'entrer en contact avec elles auront des incidences très importantes sur la tâche du Bureau touchant les réfugiés et les exodes de populations.

14. En ce qui concerne les attributions du Bureau tendant à signaler rapidement les situations évolutives et à suivre les mouvements de réfugiés, ses activités continuent à se développer pendant qu'il cherche à se doter de programmes et de matériel adéquats pour le traitement de l'information. Une fois ce dispositif pleinement opérationnel, le Bureau pourra s'acquitter efficacement et en temps opportun de sa fonction parallèle consistant à suivre les événements susceptibles de donner naissance à des courants de réfugiés.

15. Le Bureau a été en mesure d'appeler à diverses reprises l'attention du Secrétaire général, par l'intermédiaire de son chef, sur des situations susceptibles de dégénérer en crises internationales qui peuvent également provoquer de nouveaux courants de réfugiés. Cette activité se développera lorsque le Bureau aura achevé son installation et renforcé ses liens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

IV. VUES ET RENSEIGNEMENTS RECUS DES GOUVERNEMENTS

16. Conformément au paragraphe 6 de la résolution 42/144 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a, le 30 août 1988, adressé une note verbale à tous les gouvernements pour leur demander de communiquer leurs vues ou informations sur tout fait nouveau concernant les recommandations formulées dans le rapport susmentionné du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés.

17. Au moment de l'élaboration du présent rapport, une réponse avait été reçue du Gouvernement brésilien dans laquelle il a déclaré appuyer vigoureusement la résolution 42/144 de l'Assemblée générale relative aux droits de l'homme et aux exodes massifs. En qualité de membre du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Brésil a suivi l'évolution de la question des réfugiés dans diverses régions du monde. Aussi s'inquiète-t-il de l'apparition de courants massifs de réfugiés, problème complexe aux effets déstabilisateurs indéniables. Il a, en outre, jugé essentiel d'accroître la coopération internationale dans ce domaine à tous les niveaux, comme il est recommandé au paragraphe 3 de la résolution 42/144. Le Brésil a participé à la Conférence internationale sur la situation tragique des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe, tenue à Oslo du 22 au 24 août 1988. Cette occasion, la délégation brésilienne a fait part des vives préoccupations que cette question lui inspirait et déclaré que les exodes massifs de réfugiés

déplacements de populations dans cette région ainsi que les violations des droits de l'homme et les souffrances de ces personnes déplacées étaient la conséquence directe de la persistance de la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain. S'agissant de l'Amérique latine, le Brésil, en tant que membre du Groupe de Contadora et de son groupe d'appui, ainsi que du Comité exécutif du HCR, demeurait favorable à la tenue d'une conférence internationale dans la région. Une telle conférence serait un événement important qui permettrait d'imprimer une impulsion nouvelle au dialogue politique dans la région. Le Brésil approuvait les conclusions et recommandations du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés et estimait que la coopération internationale dans ce domaine devrait viser à étudier les causes naturelles afin d'aider à réduire, voire à prévenir, les conséquences des catastrophes naturelles. Le Brésil a participé aux travaux du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et s'est félicité de la décision de désigner les années 1990 Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, en tant que moyen de sensibiliser encore davantage le public à ces questions et de promouvoir la coopération internationale dans ce domaine au sein du système des Nations Unies.
